

Unité départementale du Littoral
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM Cimenterie de Lumbres

5 rue Jean-Baptiste Macaux
62380 LUMBRES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\
EQIOM_(ex_HOLCIM)_Lumbres_070.00785\2_Inspections\2022 02 28 I SGS\Bordereau_exploitant

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2022 dans l'établissement EQIOM Cimenterie de Lumbres implanté 5 rue Jean-Baptiste Macaux 62380 LUMBRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM Cimenterie de Lumbres
- 5 rue Jean-Baptiste Macaux 62380 LUMBRES
- Code AIOT dans GUN : 0007000785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société EQIOM exploite sur la commune de Lumbres, une cimenterie produisant, à partir de matériaux provenant d'une carrière (craie, argile) située à proximité:

- du clinker (principal constituant du ciment);
- des ciments normalisés (clinker + laitiers);
- des liants routiers;
- des liants ultra-fins.

Le site dispose de deux lignes de production (four n°4 et four n°5). La production de ciment est de l'ordre de 800 000 tonnes par an.

Pour les besoins de sa production, la société EQIOM utilise des déchets industriels dangereux et non dangereux (co-incinération):

- en valorisation énergétique, les déchets servent de combustibles de substitution;
- en valorisation matière, les déchets servent de composants dans le cru ou le ciment.

La quantité de déchets valorisée est d'environ 150 000 tonnes par an.

L'établissement est autorisé à exploiter ses installations sur la commune de Lumbres par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020. Il est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct du seuil associé à la rubrique 4110 - Toxicité aiguë catégorie 1 - de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques accidentels – item *Surveillance des performances* du SGS
- Prévention des risques accidentels – prescriptions techniques relatives aux événements de secours et au stockage de liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
PPAM	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-33	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance des performances SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.6	/	Mise en demeure, respect de prescription Observation n°1

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Observations n°2 et 3
Incidents ou accidents	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 2.1.13	/	Observation n°4
Events d'explosion	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 7.1.13.4	/	Observation n°5
Stockage de déchets liquides et exploitation - chocs	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.3	/	Les éléments de mise en conformité transmis post-inspection seront vérifiés lors de la prochaine visite
Porter à connaissance	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 1.5.1	/	Observation n°6 Les éléments de mise en conformité transmis post-inspection seront vérifiés lors de la prochaine visite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en place et mise en œuvre du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Stockage de déchets liquides et exploitation - niveau	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.4	/	Sans objet
Stockage de déchets liquides et exploitation - accessibilité	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.9	/	Sans objet
Stockage de déchets liquides et exploitation - coupure	AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté l'absence de programme d'actions adossé à la Politique de Prévention des Accidents Majeurs du site. L'organisation mise en place au regard de l'item *Surveillance des performances* du Système de Gestion de la Sécurité est insuffisante: absence de procédures de cadrage, faible nombre d'indicateurs, fréquence de suivi annuelle.

Au regard des prescriptions techniques, il a été constaté l'absence de protection contre les chocs de plusieurs tuyauteries situées à proximité de l'aire de dépotage des cuves DIS ainsi que la présence d'un stockage en récipients mobiles accolé à la cuvette de rétention des cuves DIS contenant des liquides inflammables.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a mis en place un bouclier de protection visant à prévenir le choc des tuyauteries par des véhicules et a supprimé le stockage en récipients mobiles. Des photos ont été fournies à l'appui. Ces points demeurent néanmoins qualifiés de "faits susceptibles de suites" dans l'attente d'être vérifiés lors de la prochaine visite d'inspection prévue sur le site.

Au regard des non-conformités relevées, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société EQIOM.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PPAM

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-33
Thème(s) : Risques accidentels, PPAM
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs. Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de plan d'actions adossé à la PPAM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.6
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : <u>Généralités</u> Absence de procédures encadrant la surveillance des performances du Système de Gestion de la Sécurité. Seul le Retour d'Expérience accidentel est réalisé. Faible nombre d'indicateurs (2) ne couvrant que 2 des 7 items du SGS, à savoir le nombre d'accidents survenus et le nombre d'exercices de situations dangereuses réalisés. <u>REX accidentel</u> Le manuel SGS indique que le service S.E.S a plusieurs missions au regard du Retour d'Expérience sur les accidents/incidents alors que ce service n'existe plus. Le recensement des événements ne permet pas d'identifier ceux retenus dans le cadre du REX accidentel prévu par le SGS par rapport aux autres types d'événements répertoriés, notamment ceux concernant uniquement la sécurité des travailleurs.. La liste des personnes participant à l'enquête et l'analyse des accidents n'est pas précisée. Les modalités de suivi des actions ne sont pas décrites. Aucune disposition spécifique n'est prise afin de détecter et traiter les événements récurrents. Les modalités de diffusion du REX ne sont pas décrites.
Observations : <u>Observation n°1</u> L'organisation décrite dans le SGS doit être mise en cohérence avec l'organigramme du site. Les événements devant être intégrés au REX accidentel doivent être identifiés. La liste des participants à l'enquête et l'analyse des accidents doit être précisée. Les modalités de suivi des actions doivent être décrites. L'organisation mise en place devrait permettre de détecter et traiter la récurrence des événements. Les modalités de diffusion du REX doivent être décrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : La majorité ou la totalité des MMR listées par l'exploitant dans son étude de dangers de 2012 ainsi que dans sa notice de réexamen de 2019 ne sont pas des MMR. D'une part, parce qu'elles ne concernent pas des accidents majeurs. Sur le site EQIOM, il n'y a qu'un accident majeur, TH8. D'autre part, parce qu'elles ne sont pas valorisables au regard de l'article 4 de l'AM du 29/09/2005. L'exploitant transmettra une liste à jour de ses MMR dans un délai de 30 jours. L'exploitant a estampillé toutes ses barrières de sécurité "MMRi". A titre d'exemple, les événements de suppression des cuves DIS le sont alors qu'il ne s'agit pas de MMR et que ces barrières ne sont pas instrumentées. Il convient que l'exploitant revoie l'ensemble de ses documents et de ses équipements afin de corriger cette erreur. Par sondage, l'Inspection a examiné la fiche de vie de la MMRi "Détecteur de fuite dans la cuvette de rétention des cuves DIS". Il ne s'agit pas d'une MMR et la nature du test de maintenance réalisé n'est pas adapté. Au lieu de vérifier l'efficacité du détecteur, une ronde journalière est mise en place afin de vérifier l'état de remplissage de la cuvette. L'exploitant transmettra la fiche de vie de cette barrière corrigée dans un délai de 30 jours.
Observations : <u>Observation n°2</u> L'exploitant transmettra une liste à jour de ses MMR dans un délai de 30 jours. <u>Observation n°3</u> L'exploitant transmettra la fiche de vie de cette barrière corrigée dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 2.1.13
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Dans le cadre des échanges sur le SGS, l'exploitant a transmis une liste des événements survenus en 2021. L'Inspection a relevé 2 événements: un feu survenu sur le crible fluff le 29/03/2021 et la déformation d'un cubitainer probablement à la suite d'une explosion. L'exploitant n'a pas informé l'Inspection de la survenue de ces événements ni transmis de rapports d'accident/incident.
Observations : <u>Observation n°4</u> L'exploitant transmettra les rapports d'accident/incident dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Events d'explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 7.1.13.4
Thème(s) : Risques accidentels, événements
Prescription contrôlée : Les réservoirs de stockage des déchets liquides sont équipés d'évents suffisamment dimensionnés pour prévenir d'un phénomène de pressurisation de bac.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une note de dimensionnement des événements. Les préconisations du constructeur en matière de maintenance ne sont pas intégrées au plan de maintenance des événements sur le site. La fréquence fixée pour le contrôle des cuves et des événements n'a pas été respectée par le passé.
Observations : <u>Observation n°5</u> L'exploitant transmettra sous 30 jours : - la note de dimensionnement des événements de secours (formule, données d'entrée) accompagnée d'éléments explicatifs; - le plan de maintenance complété par les préconisations du constructeur des événements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en place et mise en œuvre du SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Dans le cas du contrôle annuel des cuves DIS et de leurs événements, l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'action prévue par le SGS en 2016 et 2019. Les contrôles ont été réalisés en 2020 et 2021, ce constat ne constitue donc pas une non-conformité mais l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le respect des procédures et actions prévues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de déchets liquides et exploitation - chocs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Agressions mécaniques
Prescription contrôlée : Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules).[...] Aucune tuyauterie aérienne étrangère au stockage de liquides inflammables ne doit traverser la cuvette de rétention. Les tuyauteries doivent sortir des cuvettes qu'elles desserviront aussi directement que possible sans traverser d'autres cuvettes.
Constats : Les cuves sont implantées dans une cuvette de rétention et donc protégées contre les agressions mécaniques. En revanche, les tuyauteries accolées à la paroi de la cuvette du côté de l'aire de dépotage ne sont pas protégées des possibles agressions du fait des véhicules circulant sur l'aire de dépotage. Par courriel du 15/03/2022, l'exploitant a transmis une photo montrant la mise en place d'un "bouclier" de protection contre les chocs des tuyauteries. L'élément transmis permet de considérer que ce dernier est probant, il sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection prévue sur le site. L'Inspection n'a pas constaté la présence de tuyauterie étrangère. Présence de racks en hauteur supportant les tuyauteries entre les cuves DIS et les fours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de déchets liquides et exploitation - niveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de niveau
Prescription contrôlée : Des dispositifs de contrôle de niveau équipent les cuves de déchets.
Constats : Vu en salle de commande plateforme DIS, le suivi du niveau des cuves sur la supervision. L'exploitant a défini des niveaux hauts et très hauts. En cas de dépassement, une alerte apparaît sur la supervision en salle de commande plateforme DIS avec report au niveau du laboratoire et de la salle de contrôle des fours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de déchets liquides et exploitation - accessibilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Voir partie confidentielle
Constats : Voir partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de déchets liquides et exploitation - coupure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 9.4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure
Prescription contrôlée : Chaque installation d'injection de déchets au four ou de transfert de déchets est équipée d'un dispositif de coupure rapide en cas de rupture ou fuite de déchets, ou dysfonctionnement d'alimentation du four ou des installations d'épuration des effluents gazeux.
Constats : L'exploitant indique que des vannes pilotées sont installées à proximité des capots de chauffe (points d'injection) ainsi qu'au niveau des pompes sous les cuves DIS. Ces vannes sont asservies à tout défaut de pression ou détection d'incendie. Ce point n'a pas fait l'objet de vérification sur plan ou sur le terrain. La référence aux « installations d'épuration des effluents gazeux » paraît inadaptée. En tout cas, elle n'est pas en lien avec le chapitre de l'arrêté préfectoral encadrant le stockage de déchets liquides et leur exploitation. Cette prescription pourra être modifiée lors d'un prochain arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2020, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Vu stockage de récipients mobiles sous auvent, adossé à l'une des parois de la cuvette de rétention des cuves DIS contenant des déchets inflammables. Les produits contenus dans ces récipients mobiles sont des résidus des filtres récupérés lors des opérations de dépotage (inflammables) ainsi que de la graisse (combustible). Ces containers sont stockés avant élimination. Cette modification survenue sur le site ainsi que ses impacts potentiels en termes de risques chroniques ou accidentels n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet. Au regard du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/11/2020, les déchets contenus dans les cuves DIS sont des liquides inflammables de catégorie 1. Associés à la rubrique 4330, ces installations seraient donc soumises à autorisation et réglementées par l'arrêté ministériel du 03/10/2010 - réservoirs aériens contenant des liquides inflammables - et les récipients mobiles à l'arrêté ministériel du 24/09/2020. Par courriel du 02/03/2022, l'exploitant a indiqué qu'il n'y aura plus de stockage à proximité des cuves. Il indique avoir pris la décision : - d'envoyer en centre agréé les cubitainers contenant des déchets inflammables vus par l'Inspection; - de ne garder sur la plateforme, à proximité du pas de dépotage, que le cubitainer en remplissage et de l'envoyer directement en centre agréé lorsqu'il est rempli et d'établir à cette fin une instruction. Par courriel du 15/03/2022 l'exploitant a transmis des photos montrant les abords de la cuvette de rétention des cuves DIS. On peut y constater l'absence des récipients mobiles.
Observations : <u>Observation n°6</u> L'exploitant transmettra à l'Inspection: - les éléments justifiant l'envoi en centre agréé des récipients mobiles (documents), - la consigne nouvellement établie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet